

Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 133 (2007)
Heft: 23: Urbanisme sous conflit

Artikel: Des doigts dans la terre
Autor: Campiotti, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-99627>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des **doigts** dans la terre

Partager Jérusalem ? En Israël, des colombes le disent – rares par les temps qui courent. Mais quand la proposition vient d'un proche du Premier ministre Ehud Olmert, ancien maire de la ville, cela surprend davantage. La décision d'annexer les quartiers arabes occupés après la Guerre des Six Jours avait été prise, en 1980, « pour l'éternité ». Mais l'automne a ranimé la faible flamme de la négociation, et le vice-premier ministre Haim Ramon a osé en octobre cette hypothèse qui lui a valu, à droite, une volée de bois vert : laissons aux Palestiniens un morceau de la ville orientale ; ils en feront leur capitale, et nous aurons la nôtre à l'ouest, enfin reconnue.

Si c'était un ballon d'essai, il s'est un peu dégonflé. Ramon, avec son offre, fait penser à un homme qui rendrait à un ami (ou à un ennemi) un manteau dans lequel il aurait découpé de grands pans d'étoffe.

Aujourd'hui, la Jérusalem arabe est un habit plein de trous. Une traversée de la ville d'ouest en est ne permet pas vraiment de le voir, mais c'est une expérience très déconcertante. Vous roulez d'abord sur une large route entre deux hautes barrières. De temps à autre, un mirador. Y a-t-il un camp de chaque côté, ou la chaussée elle-même est-elle un camp ? Plus loin, un mur haut de plus de cinq mètres apparaît sur la droite. Il descend d'une colline, coupe la route. *Checkpoint*. Encore quelques kilomètres : un pont. Une petite route passe dessous. Vous saurez bientôt que ceux qui roulent au-dessus sont presque tous Israéliens. Ceux d'en dessous sont presque tous Palestiniens. Le mur qui avait disparu sur la gauche réapparaît et vous tient compagnie un bout de chemin. Dans le lointain, des collines. Sur l'une d'entre elles sont alignées les maisons blanches d'une ville neuve. Vous avez dépassé Jérusalem sans le savoir. Là-bas, c'est Maale Adumim, la plus grande des implantations, ou des colonies si vous préférez, hors du territoire hiérosolymitain annexé, en Palestine donc.

Vous n'avez pas vu les trous ? Il faut prendre une carte (voir p. 9 en haut et fig. 1). Regardez-la en plaçant l'est en haut, le nord à gauche. La Jérusalem israélienne d'avant 1967 fait

penser au profil d'un homme au nez long et droit. La ville orientale, arabe, forme sur son crâne un vaste bérêt. Et sur cette coiffe, les nouveaux quartiers juifs dessinent une couronne, avec la haute plume de Maale Adumim tout en haut. Une couronne, ou une ceinture : ces implantations, si elles se développent, vont couper le cœur de la Jérusalem arabe du reste des territoires palestiniens toujours occupés.

Colonisation urbaine

Au moment où Haim Ramon osait sa sortie, l'armée a annoncé qu'elle allait confisquer 167 hectares pour construire une nouvelle route entre Jérusalem-Est et Jéricho. Objectif : faciliter les déplacements des Palestiniens. Les bénéficiaires ont hurlé. Ils connaissent les intentions depuis longtemps affichées par Israël. La nouvelle route doit remplacer l'ancienne, qui frôle Maale Adumim au nord et sépare la ville nouvelle d'une vaste zone, nommée E1, que les planificateurs israéliens veulent développer : 3500 logements et un parc industriel. Ce nouveau quartier, dont le premier bâtiment construit est un énorme centre de police, complètera la ceinture qui isole Jérusalem-Est. Et comme le territoire municipal de Maale Adumim se termine par un couloir vers Jéricho, l'élément E1 sera près de réaliser, par un long doigt de colonisation urbaine, la coupure entre le nord et le sud de la Cisjordanie (voir aussi p. 20).

Un homme est chargé de gérer cette partie ultra sensible de la Palestine occupée, entre Jérusalem et la Mer Morte. Il s'appelle Haim Ramon. Quand on lui a demandé où était la cohérence entre son offre de capitale aux Palestiniens et le développement E1, le vice-premier ministre a répondu qu'il n'était pas informé des projets de l'armée. En fait, la cohérence est apportée par le mur – la barrière de sécurité, préfèrent dire les Israéliens – dont la construction se poursuit et qui doit envelopper le très grand Jérusalem, jusqu'à Maale Adumim, avec toute la couronne des nouveaux quartiers juifs. Alors, la ville aura vraiment une ceinture.

Reprenons la carte, avec un peu de recul. Les trous – ou les taches qu'on voit autour de la Jérusalem arabe parsèment aussi l'ensemble du territoire de Cisjordanie, avec une densité

Fig.1 : La barrière de sécurité à Jérusalem-Est. Pour voir la carte en grand : www.ochaopt.org/documents/EastJerusalem_closure_March07.pdf (Document OCHA)

Fig. 2 : La barrière de sécurité en Cisjordanie. Pour voir la carte en grand : www.btselem.org/Download/Separation_Barrier_Map_Eng.pdf (Document B'Tselem)

variable, en général moindre, mais avec une concentration dans les doigts dessinés par le tracé du mur. Le plus long de ces doigts est celui de la capitale (de fait), qui touche presque Jéricho. Le plus petit est au nord, en face de Jénine. Deux autres, visant le Jourdain au centre de la Cisjordanie nord, vont vers Naplouse et Salfit. Le dernier, au sud de Jérusalem, descend vers Hébron.

Un instrument démographique

La construction du mur – vieux projet – a commencé pendant la vague d'attentats suicides (171 morts) en Israël. D'où son nom : barrière de sécurité. C'est aussi un instrument démographique, et le gouvernement n'en a jamais fait mystère. Il enclôt les plus grosses colonies et les rattache au territoire israélien. La Cour internationale de justice l'a déclaré hors la loi il y a trois ans. C'était juste une redite. L'illégalité a commencé avec le premier colon, où qu'il s'installe entre le Jourdain et la Ligne verte (la frontière de 1967). La 4^e Convention de Genève interdit le transfert par un Etat de sa propre population dans un territoire qu'il occupe.

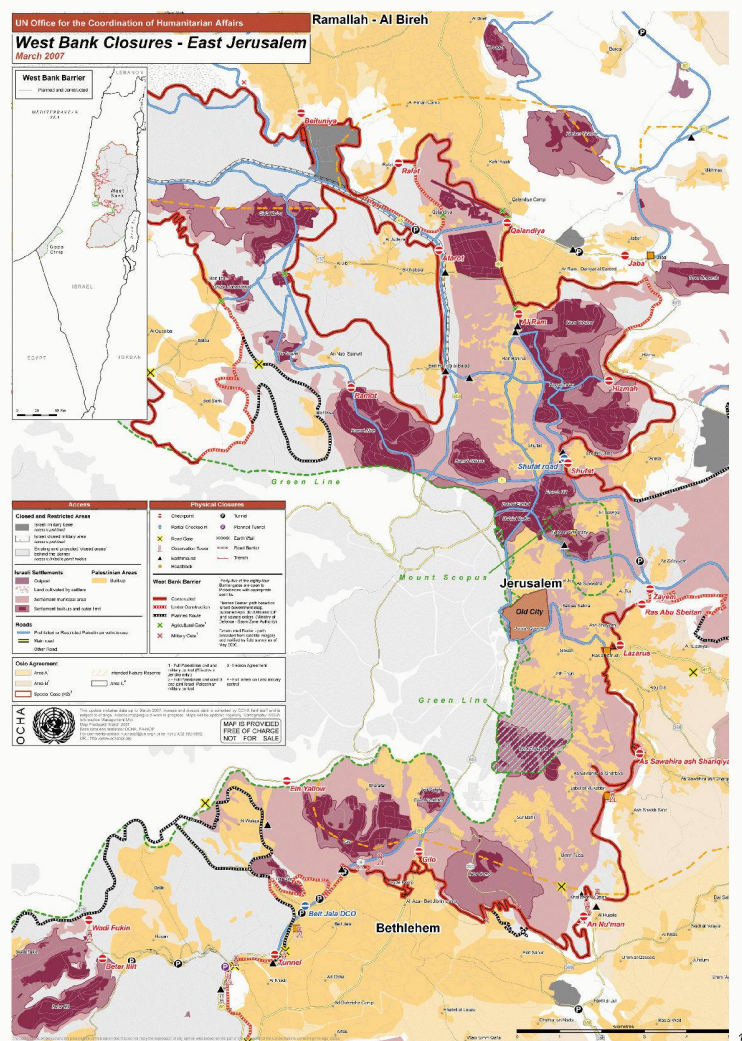
A cet argument imparable, Israël n'a pas répliqué uniquement par des raisons sécuritaires et militaires. Il a plongé dans une boîte à outils juridiques particulièrement bien fournie. La terre palestinienne a eu quatre maîtres dans les siècles récents : les Turcs, les Britanniques, les Jordaniens, Israël enfin. Le dernier, pour justifier l'accaparement qu'il développe depuis 40 ans et lui donner l'apparence d'un droit qu'il est seul à admettre, s'est souvent servi du vieux code ottoman. Pour les Turcs, la terre de leur empire appartenait à l'Etat, sauf si elle était cultivée ; une parcelle non cultivée pendant trois ans devenait domaniale.

Les Palestiniens qui ont été entassés après la Guerre des Six Jours dans des camps au Liban, en Jordanie, en Syrie ou ailleurs n'ont naturellement pas été consultés sur cette entourloupe. Pour eux, de toute manière, un vol est un vol. Mais les Israéliens qui refusent l'occupation tentent aujourd'hui de retourner les astuces ottomanes contre le gouvernement. Shalom Ashrav (*La Paix Maintenant*, www.lapaixmaintenant.org) affirme ainsi que plus de 40% des terres sur lesquelles ont été construites les grandes colonies, et 86,4% de Maale Adumim, ont des propriétaires privés connaissables, alors qu'elles avaient été déclarées terres domaniales.

Combat dérisoire ? Sans doute. D'autant plus que les maisons construites pour les colons ne constituent qu'une petite partie du problème : 3,1% de la terre palestinienne. A Jérusalem-Est où ils travaillent, les représentants du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires huma-

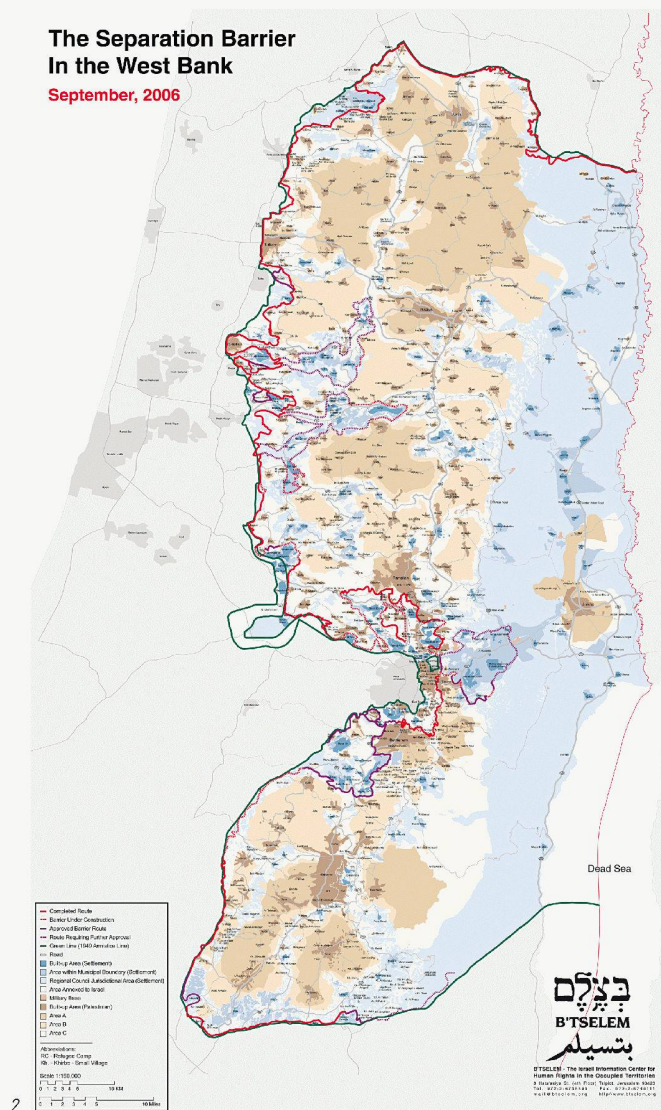
nitaires, OCHA en anglais (prononcez : Otcha) adorent ce chiffre. Ils partent de ce petit 3,1% de surface construite pour démontrer, par cercles concentriques, l'étendue réelle (presque 40%) de l'emprise d'Israël sur le territoire palestinien aujourd'hui morcelé. Ils paraissent en connaître chaque mètre carré. Car l'entreprise israélienne est aujourd'hui étroitement observée, au sol et du ciel.

Chacune des colonies petites ou grandes (149, y compris les nouveaux quartiers juifs de Jérusalem-Est, 450 000 habitants au total), chacune des zones industrielles en Cisjordanie (onze) s'est vue attribuer un territoire (*outer limits perimeter*, en langage onusien) bien plus grand que la seule zone bâtie. Par ailleurs, depuis douze ans, une centaine d'avant-postes (*outposts*) ont été créés, sur des collines, à proximité d'autres colonies : des caravanes et des containers aménagés, installés sans autorisation par des militants nationalistes et religieux.



The Separation Barrier In the West Bank

September, 2006



2

Quelques-uns ont été fermés parce que les Etats-Unis haussaient le ton. Mais la plupart obtiennent le raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité, et ils finissent en agrandissement de la colonie voisine.

Pour protéger ces infrastructures humaines implantées, l'armée a ouvert 48 bases, dont 14 dans la vallée du Jourdain. Pour les généraux israéliens, cette longue bande de territoire le long de la Jordanie est une sorte de sas stratégique. C'est pour l'essentiel une zone militaire fermée aux Palestiniens. Sous cette intense protection, des colonies agricoles cultivent de grandes surfaces, au nord de Jéricho, le long du fleuve.

De l'autre côté

C'est naturellement de l'autre côté du mur que l'emprise israélienne est la plus étanche. Plus de 80% des colons vivent là, entre la Ligne verte et le béton, puisque la barrière de sécurité s'écarte souvent, très loin parfois, de la frontière de 1967. Une bonne partie des Israéliens qui résident en Cisjordanie ne sont pas des militants ardents de la colonisation. Beaucoup n'y travaillent pas. Ce sont des pendulaires qui ont été alléchés par les avantages considérables qu'ils obtiennent de six administrations différentes en vivant de l'autre côté de la Ligne verte. Les Palestiniens n'ont bien sûr

pas cette chance. Et une quinzaine de leurs villages se sont retrouvés du mauvais côté du mur pour eux, parfois coupés de leurs champs ; pour s'y rendre, il leur faut obtenir un permis spécial, et faire souvent un long détour pour contourner l'obstacle.

Toutes ces surfaces additionnées où les Palestiniens n'ont, sauf exceptions, plus accès représentent plus de 38% du territoire de la Cisjordanie. L'OCHA arrive à ce chiffre au bout de sa démonstration. Ce n'est pourtant pas tout : restent les routes. Pour relier les implantations entre elles et à Israël, l'armée en charge de l'occupation a fait construire un réseau parallèle, pour son propre usage et celui des colons. Certaines de ces artères sont ouvertes aux Palestiniens munis d'un permis, d'autres pas. Le contrôle du flux se fait aux checkpoints fixes (85 aux dernières nouvelles) ou volants. Les Arabes conservent pour eux les anciennes routes. Des centaines d'obstacles (blocs de pierres, barrages de terre, croisement en tunnel) interdisent, là où l'armée le veut, la jonction entre les deux réseaux.

Qalqiliya est un bon endroit pour comprendre les effets de cet urbanisme politico-militaire. Cette ville palestinienne de près de 50 000 habitants forme une poche collée à la Ligne verte. Le mur, haut comme une digue, l'enferme étroitement, avec juste une sortie en goulot vers l'est et Naplouse, contrôlée par un *checkpoint*. Les paysans détenteurs de permis peuvent sortir par une porte au nord, loin de leur champ de l'autre côté du mur. Au sud, une petite route permet de se rendre par un tunnel, sous une artère israélienne interdite, vers le village de Habla. Ensuite, la route continue sur une bande de terre entre deux portions du mur, jusqu'à Beit Amin. La topographie, là, a quelque chose de suffoquant. Entre deux colonies, Oranit et Elqana, des Palestiniens maintiennent des cultures en serres, près du village d'Azzun Atma, dans un enclos qui deviendra un mur. Un mur à l'intérieur du mur. L'entrée se fait par une seule porte, ouverte le matin et le soir. Un étouffoir.

Ronnie Kasrils a-t-il vu Qalqiliya ? Il a visité au printemps les territoires occupés. Après son voyage, il a parlé à Gideon Lévy, du journal *Haaretz* : « Je n'avais jamais vu auparavant une telle monstruosité. Le mur que vous construisez, les checkpoints et les routes pour les juifs seuls – ça retourne l'estomac, même pour quelqu'un qui a grandi sous l'apartheid. C'est cent fois pire. » Ronnie Kasrils, blanc, communiste et juif, est ministre du renseignement dans le gouvernement sud-africain.

Alain Campiotti, journaliste, Gaza
Av. de l'Élysée 11
CH – 1006 Lausanne